



Compte-rendu

Groupe de travail sur les achats durables

19 mars 2025

Regardez l'enregistrement ici : <https://youtu.be/zRY3GkzgrQ?si=KZF9J7wbkFCQZCck>

La question de la chaîne d'approvisionnement dans les contextes humanitaires et de développement est devenue de plus en plus importante ces dernières années. Le groupe de travail REH Carbone a établi une moyenne de 40% à 70% des émissions de gaz à effet de serre. Il y a donc un réel enjeu à décarboner nos achats et notre chaîne d'approvisionnement (vision climatique), mais aussi à mieux intégrer les 3 dimensions du Développement Durable (socio-économique, environnementale et sociale) dans nos activités.

La mission du groupe de travail est d'aider les organisations membres à intégrer les concepts d'achats responsables et durables dans leurs chaînes d'approvisionnement en échangeant et en partageant leurs expériences. Il a notamment publié une [base de données sur les critères d'achat durable](#) afin d'aider les organisations à inclure des critères durables dans leurs achats.

1. Le REH et le groupe de travail

Le REH ([Réseau Environnement Humanitaire](#)) est un réseau de praticiens francophones de l'humanitaire et du développement, travaillant ensemble pour réduire l'empreinte environnementale de l'aide. Il existe depuis 2012 et s'est formalisé en 2021. Il compte plus de 300 membres, dont plus de 30 organisations. Le réseau dispose de 4 groupes de travail pour opérationnaliser son action :

- Un sur la **gestion des déchets**
- Un sur les **achats durables**
- Un sur les **évaluations environnementales**
- Un sur le **carbone**

Les membres actuels du groupe de travail sur l'approvisionnement durable sont les suivants : Action Contre la Faim, Handicap International/Humanité & Inclusion, Oxfam Intermon, Première Urgence Internationale, Croix-Rouge française, ACTED, Bioforce et Médecins du Monde.

Le groupe de travail collabore souvent avec le [projet WREC](#), le [consortium WORM](#), [hulo](#) et le [groupe inter-agences pour les achats](#).

2. Définir les marchés publics durables

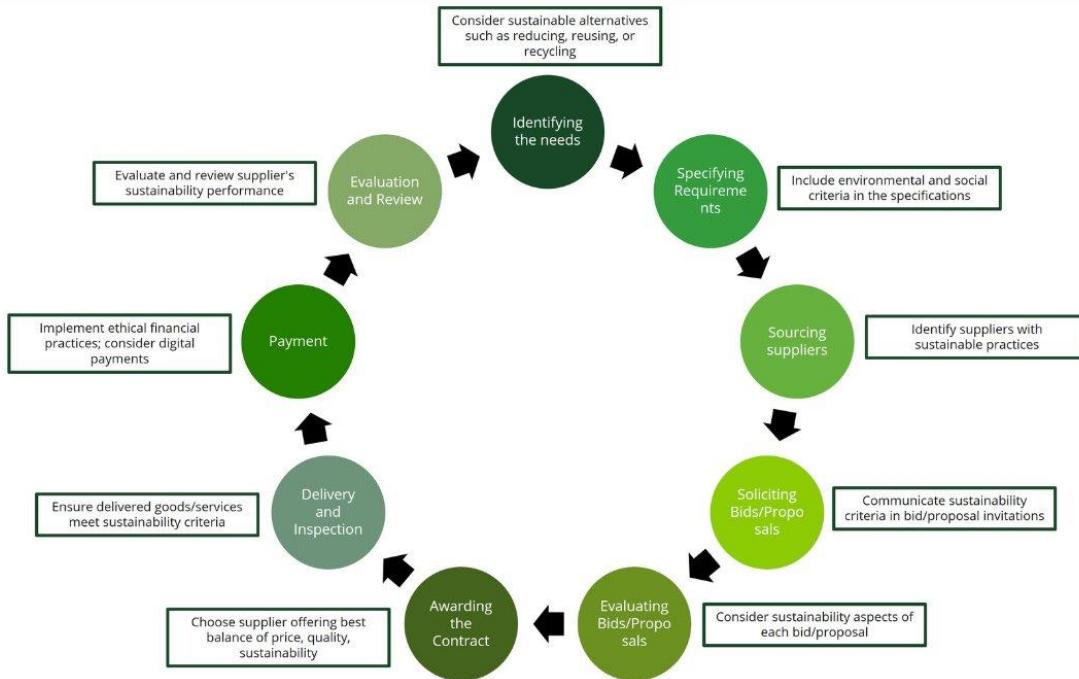
Nous avons d'abord procédé à un petit récapitulatif pour définir les achats durables comme l'intégration de facteurs sociaux, environnementaux et économiques dans les processus de passation de marchés. Il ne s'agit pas seulement de l'aspect environnemental¹ (même s'il est très important), mais aussi des aspects sociaux et économiques tels que le besoin d'équité sociale, de conditions de vie équitables, de respect des droits de l'homme, d'égalité des sexes et de pratiques antidiscriminatoires dans les marchés publics.

Il est également important de faire **la distinction entre les achats écologiques et durables**, les premiers se concentrant sur la responsabilité environnementale et les seconds incluant les aspects environnementaux, sociaux et économiques. Plus précisément :

¹ Il s'agit notamment de rechercher une utilisation durable des ressources, de protéger l'environnement naturel et l'écosystème, ainsi que de prévenir les émissions de gaz nocifs ou les effets négatifs sur l'environnement, tels que la contamination, la pollution, la consommation d'eau ou d'autres éléments.

- Les achats écologiques sont considérés comme une approche stratégique qui met l'accent sur la responsabilité environnementale dans les décisions d'achat. Cette approche donne la priorité aux biens et services qui s'engagent à minimiser l'impact sur l'environnement, notamment en termes de réduction de la consommation d'énergie et de la production de déchets.
- Les achats durables intègrent des aspects ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) plus larges et s'appuient sur les principes des marchés publics écologiques.

Nous avons ensuite examiné la **chaîne d'approvisionnement et la manière dont l'approvisionnement durable peut être intégré à chaque étape**, à l'aide du diagramme du WREC ci-dessous.



Nous avons ensuite souligné comment les achats durables peuvent réduire les impacts de la chaîne d'approvisionnement sur le changement climatique, l'énergie, l'eau, les déchets, les substances toxiques, les avantages économiques, la responsabilité sociale et les pratiques éthiques, l'utilisation et l'intensité des ressources



Nous avons ensuite examiné spécifiquement l'impact des achats sur l'empreinte carbone d'une organisation, étant donné que les activités d'achat contribuent à 40-70% de l'empreinte carbone dans le secteur humanitaire.

3. Projets du groupe de travail

Le groupe de travail a ensuite présenté les différents projets sur lesquels il travaille, ses objectifs pour 2025 et ses progrès actuels :

- Travail sur la **base de données des critères d'achat durable (SPCD)** - voir ci-dessous
- Une **liste de contrôle des fournisseurs avec des critères ESG** est en cours d'élaboration, car certains contrats peuvent être utilisés pour établir une relation client-fournisseur basée sur des critères environnementaux.
- **Clauses contractuelles intégrant des critères ESG** :
 - o Par exemple :
 - Contrat de qualité - ex : intégration des aspects de la logistique inverse, ou systèmes de reprise des déchets pour le recyclage
 - Contrat de service - ex : avoir un plan de déplacement à faible émission de carbone
 - Contrat de travail - ex : intégration d'un plan de gestion des déchets
 - o Pour ce faire, le groupe de travail travaillera sur les points suivants :
 - Benchmark entre les ONG
 - Proposition d'amélioration
 - Lien avec SPCD
- Disposer d'une **communauté de praticiens pour les achats durables**, au sein de laquelle le GT établit des liens avec d'autres initiatives en cours, partage les bonnes pratiques et les enseignements tirés, avec les responsables de la chaîne d'approvisionnement d'autres organisations.
- Développer **une base de données de fournisseurs durables**. Bien que cela soit très utile, il est plus difficile de partager ces informations, ce qui prendra probablement plus de temps. La première étape consiste à définir les termes de référence de la base de données.

Base de données des critères d'achat durable (SPCD)

Le groupe de travail sur les marchés publics durables a mis au point une version actualisée [de la base de données des critères de marchés publics durables \(SPCD\)](#), axée sur le terrain. Cet outil propose une liste de critères d'achats durables (critères environnementaux et sociaux) pour 30 catégories de biens et de services. Il est disponible en anglais, en français et en espagnol.

L'objectif de cet outil est d'être collaboratif et d'être adapté et mis à jour en fonction des recommandations et des commentaires des utilisateurs. Il est ouvert aux commentaires (en [français](#), [anglais](#) et [espagnol](#)).

Suite aux premiers retours reçus lors des ateliers collaboratifs, le GT a intégré les commentaires reçus et propose une nouvelle version actualisée de l'outil en juillet 2024.

Cette nouvelle version contient en résumé

- **19 critères transversaux produits-services** : nouveaux critères plus précis sur la réparabilité, la gestion de la fin de vie et l'emballage
- **25 critères transversaux pour les fournisseurs** : nouveaux critères sur l'autonomisation et l'intégration des femmes
- **25 marchés détaillés** comprenant le recyclage et la gestion des déchets (en collaboration avec le WREC)

Pour les articles du programme, l'outil renvoie aux ressources des partenaires :

- [Spécifications des marchés publics écologiques](#) - par secteur, WREC
- [Outil d'achat de produits circulaires](#), WREC
- [Liste des spécifications de durabilité pour plus de 40 catégories d'articles](#), CICR

Des vidéos tutorielles sont disponibles dans les trois langues [ici](#).

Comme le GT souhaite diffuser largement la base de données, celle-ci a été conçue comme un simple fichier Excel : vous pouvez la télécharger et l'adapter à vos besoins. **C'est une base de données open-source !**

Globalement, l'idée est de faire évoluer les pratiques en poussant à l'utilisation des critères, à l'intégration des critères ESG auprès des fournisseurs. Plus les gens l'utiliseront, plus les changements seront appliqués, plus les fournisseurs accepteront de changer leurs propres pratiques !

Cependant, la mise en œuvre et le retour d'information reçu à ce jour ont posé quelques problèmes. En particulier :

- Être "opérationnel" et adapté à tous les contextes de terrain
- Définir une norme commune - les normes peuvent varier considérablement d'une organisation à l'autre.
- Disponibilité d'expert.e.s techniques pour définir des normes sur des critères durables et inclusifs
- Buy in / changement de pratiques → Comme souvent lorsqu'il s'agit de modifier des processus, en particulier dans la chaîne d'approvisionnement, le changement prend du temps et peut susciter une certaine résistance.

Le groupe de travail s'efforce de mettre à jour la base de données régulièrement en ajoutant de nouveaux critères et en tenant compte du retour d'information. N'hésitez donc pas à [nous faire part de vos commentaires](#) !

4. Conclusion

Enfin, le GT identifie encore quelques obstacles à la mise en œuvre de l'approvisionnement durable dans leur organisation :

- Il existe un besoin énorme de **mettre en commun les services afin d'atteindre une masse critique** et de pouvoir l'utiliser comme facteur de négociation avec les fournisseurs.
- **Importance d'obtenir un retour d'information** pour l'amélioration continue du SPCD afin qu'il réponde aux besoins et aux réalités du terrain
- **Plaidoyer auprès de la communauté des donateurs** pour qu'ils acceptent le juste prix/le coût réel qui découle de l'approvisionnement durable.

Q : Comment envisagez-vous l'interaction entre le SPCD et les centrales d'achat d'aide humanitaire ?

R : Pour l'instant, nous n'avons pas de liens avec eux, mais il serait judicieux de consulter le site → s'il y a des contacts !

Q : Dans quelle mesure les aspects des critères sont-ils applicables dans nos environnements opérationnels (marchés moins matures) ?

R : Cette approche de l'approvisionnement durable ne met pas de côté les petits fournisseurs puisque l'objectif est également l'approvisionnement local. Néanmoins, les spécifications techniques doivent être adaptées au contexte et au niveau de service des petits fournisseurs et des fournisseurs locaux. Par exemple, dans les régions éloignées, il faut plus de temps pour les faire participer, et les commandes doivent être passées régulièrement et sur une période suffisamment longue pour leur permettre de travailler sur leur propre approvisionnement en produits. Pour les impliquer, il faut leur expliquer nos nouveaux besoins, leur rendre visite et négocier des propositions à la hauteur de leur capacité. C'est pourquoi nous avons sectorisé la base de données pour qu'elle soit davantage liée au contexte.

Q : Avez-vous piloté cela ou avez-vous eu l'occasion d'en discuter avec quelques entreprises du secteur privé pour comprendre la faisabilité sur le terrain

R : Nous avons pu la tester dans quelques endroits/organisations depuis son lancement initial en septembre 2023. Par exemple, la base de données a été utilisée par les équipes d'ACF au Burkina Faso. Comme les critères doivent être sélectionnés en fonction du contexte, nous l'utilisons davantage au niveau national pour engager la conversation avec le fournisseur local avec lequel nous travaillons. Hulo les a intégrés dans ses initiatives d'achats conjoints et a discuté avec les fournisseurs locaux de la compréhensibilité des critères, par exemple.

Q : Est-il prévu d'ajouter une base de données de fournisseurs par pays ?

R : Vous pourriez contacter les clusters locaux pour voir s'il existe des listes de ce type !

R : Cela fait partie d'un projet du groupe de travail. L'idée de base est de partager des informations sur les fournisseurs en disant : celui-ci respecte les critères et l'autre non. Nous y travaillons, même si c'est assez difficile pour de nombreuses raisons, comme le fait que les organisations conservent des informations pour elles-mêmes en fonction du contexte. Pour l'instant, il s'agit d'une phase pilote.

Si vous êtes intéressé, vous trouverez [sur le site web du REH de](#) nombreuses ressources élaborées par différents acteurs du secteur. [Le site web du WREC](#) propose également de nombreuses ressources, et en particulier un [guide rapide sur les achats écologiquement durables](#).

Merci à tous de vous être joints à nous, et si vous avez des questions, vous pouvez vous adresser à sustainableprocurement@environnementhumanitaire.org